

## **Gaza, « Il est essentiel d'éviter toute forme de nettoyage ethnique. » Antonio Guterres, secrétaire général des Nations unies.**

**Après avoir suggéré, à plusieurs reprises, que le Canada pourrait devenir le 51e État des États-Unis, déclaré vouloir acheter le Groenland et s'emparer du canal de Panama, menacé d'envoyer les migrants sans papiers à Guantanamo, renforcé l'application de la peine de mort, voilà maintenant que le nouveau président des États-Unis a annoncé que les États-Unis allaient prendre le contrôle de Gaza pour sa reconstruction, déplacer les plus de deux millions de Palestiniens qui y vivent et la transformer en « Côte d'Azur du Moyen-Orient ».**

Ces propos sont appréciés par certains Israéliens qui osent déclarer : « On a tout essayé depuis des dizaines d'années, rien ne fonctionne. Alors, temporairement, on peut demander aux Palestiniens de quitter leurs terres. »

Le président américain, soutenu par le gouvernement israélien, a affirmé, jeudi 6 février 2025, que "la bande de Gaza pourrait être remise aux États-Unis par Israël à la fin des combats." Les idées qu'il avance violent ce qui reste de légalité internationale, déjà largement mise à mal par les crimes contre l'humanité et le génocide à Gaza, qui se poursuivent en toute impunité avec le soutien des États-Unis et un large aval européen.

Prendre le contrôle de la population d'un territoire occupé pour l'expulser vers un autre pays, au-delà de ses frontières internationalement reconnues, le droit international appelle cela « la déportation ». Pour les experts en droit international, les propos du président américain sur l'enclave palestinienne pourraient être constitutifs d'une « incitation directe à commettre un crime contre l'humanité ».

Le MRAP réaffirme qu'il n'y a pas d'autre solution pour ramener la paix que l'application des résolutions de l'ONU, à savoir la création d'un État palestinien dans les frontières de 1967, avec Jérusalem-Est comme capitale, la fin de l'occupation et de la colonisation. Le MRAP appelle à poursuivre les mobilisations.